

MÉMOIRE

Présenté à la
Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des
ressources naturelles

En relation avec la

**consultation générale et auditions publiques sur les impacts des pesticides sur la
santé publique et l'environnement,**

ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir

**dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce en reconnaissance de la
compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.**

Par Denise Proulx

Journaliste,
Chercheuse et chargée de cours,
Institut des sciences de l'environnement,
Université du Québec à Montréal

25 juillet 2019

Table des matières

Présentation de l’auteure.....	3
Résumé.....	6
Présentation de l’exposé général	
1. L’image que l’on se fait: parlons de diverses représentations sociales de l’agriculture	7
1.1. Un peu d’histoire.....	7
1.2. Comment les milieux agricoles et institutionnels réagissent au néguvisme.....	10
1.3. Comment les entreprises et les institutions communiquent avec le milieu agricole.....	11
1.4 Notre réalité québécoise	15
1.5 Pourquoi parler de désinformation ?	17
2. Recommandations.....	21
3. Bibliographie	23

Note au lecteur : l’usage du masculin est privilégié pour alléger la lecture du texte. Il n’en demeure pas moins que les femmes ont une importante toute aussi égale.

Présentation de l'auteure

Denise Proulx

Chercheuse, enseignante, journaliste, chroniqueuse, auteure, gestionnaire,

SPÉCIALISATIONS

Journaliste et chroniqueuse

depuis 1990_ Couvertures régionale, nationale et internationale. Grands reportages internationaux. Spécialisée en enjeux socio-environnementaux, agricoles et économiques du libre-échange.

Journaux : Le Devoir, La Presse, Les Affaires, Journal de Montréal, Journal de Québec, journal METRO, La Vie Agricole, La Terre de Chez nous, AGRICOM (Ontario), etc.

magazines : L'actualité, Perspectives, Recto-Verso, Commerce, Jobboom, Le bulletin des agriculteurs, Bio-Bulle, L'actualité alimentaire, L'actualité médicale, GaïaPresse, etc...

Radio : Le 15-18, D'un soleil à l'autre, SRC, CIBL, 98,5.

Télévision : Rédactrice à TVA Nouvelles, Chaîne Argent (2012-2016) et chaîne généraliste. Téléjournaux Radio-Canada, TQS (chaîne V).

Auteure et rédactrice d'essais

Auteure du livre *PORCHERIES, la porciculture intempestive au Québec*, 2007, Éditions Écosociété.

Essai sur l'accaparement des semences au Canada. (2016).
Analyse des impacts socio-environnementaux de l'AÉCG Canada-Europe.(2017)

Enseignement, recherches, tutorat

Depuis 2007, chargée de cours à l'Institut des sciences de l'environnement, UQAM. Agriculture et enjeux alimentaires mondiaux. (2010)

à aujourd'hui), Risques environnementaux et résilience (2016_aujourd'hui), Géopolitique (2007 à 2011).

Chercheuse associée, Centr'ERE de UQAM, Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté. (2007 à aujourd'hui); CREPPA (2019)

Collège de Rosemont, enseignante au programme de Coordonnateur en environnement et développement durable (2009-2016).

Animation d'ateliers et de conférences

Depuis 2002, enjeux socio-environnementaux et agricoles. Universités, colloques, forums, tables rondes.

Gestionnaire, webmestre numérique

Co-fondatrice, coordonnatrice et rédactrice en chef de GaïaPresse, journal web en environnement et développement durable (2007-2015).

FORMATION

2007 Maitrise en sociologie de l'environnement, portant sur les enjeux de la cohabitation sociale en milieu rural, en analysant la crise des porcheries au tournant des années 2000. Département de sociologie, UQAM.

2004 Fellow - Great Waters Institute for Journalism and Natural Resources
Formation américaine pour journalistes portant sur la région des Grands Lacs.
Problématiques étudiées : foresterie, agriculture, environnement, mines, parcs nationaux, faune. 1^{ère} journaliste boursière canadienne.

1998-2000 Fellow – LEAD International (Leadership for Environment and Development)

Programme de formation internationale en économie et environnement pour professionnels et universitaires. Membre de la cohorte 7 créée par LEAD Canada, sous l'égide de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. LEAD International a été créé et financé par la Fondation Rockefeller.

Je suis également propriétaire depuis 33 ans d'une ferme multifonctionnelle à Saint-Joseph-du-lac, dans les Basses-Laurentides.

RÉSUMÉ

Ce mémoire portera sur l'accès aux sources d'information qui servent à informer et à instruire les producteurs agricoles du Québec sur leur métier et son évolution.

Avec humilité, je tenterai de vous fournir des pistes de réflexion sur les différentes raisons qui expliquent pourquoi il est si difficile d'imaginer un monde agricole qui pourrait être productif et rentable sans un recours intensif et systémique aux pesticides. Et pourquoi les producteurs agricoles ainsi que les professionnels qui gravitent autour sont si peu enclins à envisager de les délaissier.

Dans un premier temps, je vous parlerai de la représentation que la société se fait de l'agriculture. Comment cette représentation est construite, par qui et comment elle est véhiculée comme l'identité propre de l'agriculteur moderne. Cette représentation identitaire est mise à mal par les consommateurs et un fossé inquiétant se creuse entre le monde agricole et les citoyens.

Par la suite, je vous expliquerai qui détient les ficelles de la chaîne de production verticale et horizontale et comment cette concentration financière travaille à maintenir son hégémonie, en utilisant les multiples canaux de la communication moderne.

Il sera démontré que les grandes entreprises et le milieu financier ont tout intérêt à ce que les gouvernements, le milieu de l'éducation, les institutions et les organisations de recherche publiques et privées, de même que les médias agricoles poursuivent cette représentation identitaire d'un modèle de production agricole industriel intensif. C'est par ce système que le commerce transfrontalier des produits agrochimiques et agroalimentaires est devenu la norme à atteindre pour assurer la croissance du PIB et des fermes du pays.

Enfin, je vous soumettrai quelques recommandations qui, je l'espère, vous inspireront et vous procureront la volonté de proposer des changements significatifs pour le bien vivre collectif du Québec.

1. EXPOSÉ GÉNÉRAL

Diverses institutions gouvernementales, dont l'Institut national de santé publique du Québec, se sont penchées sur la question de l'harmonisation de la réalité agricole et la santé publique à différents moments au cours des soixante dernières années, selon l'ampleur des crises de cohabitation socio-environnementale que traversait la ruralité. Au fil des décennies, nos gouvernements du Québec et du Canada ont adopté des Plans, des Politiques nationales, ont tenu des consultations publiques, sans que par la suite un véritable changement soit amorcé.

Souvent, les mémoires présentés sont de grande qualité et mériteraient une relecture par les membres de la CAPERN qui réfléchissent à cette question.

Je ne peux donc que bien humblement vous faire part, en peu de pages, de mes propres observations et réflexions, sachant que ce bref mémoire sera l'un parmi des dizaines d'autres qui vous suggéreront des pistes d'amélioration.

Dans ce présent texte, je désire aborder avec vous la question de la diffusion des informations auprès des producteurs agricoles et des professionnels, celles qui servent à les instruire, à les guider dans leurs choix à moyen terme et au quotidien.

Bonne lecture.

1. L'image que l'on se fait: parlons de diverses représentations sociales de l'agriculture

1.1. Commençons par un peu d'histoire...

Jusqu'au milieu des années 1960, l'agriculture au Québec était majoritairement multifonctionnelle, traditionnelle et un mode de vie consensuel. Selon la représentation sociale que plusieurs s'en faisaient, elle était le lot d'agriculteurs conservateurs, généralement peu instruits et peu audacieux, bien que soucieux d'améliorer leur sort. Par diverses politiques publiques adoptées durant le grand chantier de la Révolution tranquille, le milieu agricole a été fortement incité à se moderniser, à se spécialiser et à adopter des techniques de production et d'élevage inspirées par les succès reconnus du côté des États-Unis et de l'Europe.

Les fermes qui ne souhaitaient pas investir dans cette modernisation sont tombées en grand nombre, sans que dans bien des familles, il ne se verse des larmes de regret.

C'était l'époque où toute une génération de jeunes baby-boomers jugeait avec mépris le travail harassant de la terre que pratiquaient leurs parents et ancêtres. Ils lui préféraient la vie en banlieue ou en ville, en pleine expansion. Ils ont été nombreux à s'instruire pour ensuite adopter des professions, souvent bien rémunérés et syndiqués, offrant un confort financier exempt des longues journées de travail à subir les contraintes climatiques de la vie sur la ferme.

Durant les années 1970, le ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec (MAPAQ) est devenu un acteur de premier plan dans cette transformation de l'agriculture québécoise. Le nombre de fermes était en baisse constante, mais ses agronomes et autres scientifiques, soutenus par des Centres de recherches publics créés par les gouvernements fédéral et provincial, ont développé des expertises avant-gardistes qui sont devenus des joyaux au niveau canadien, voire à l'international. Dès lors, la représentation sociale que l'on se faisait de l'agriculture a changé. On se la définissait comme un secteur capable de créativité, d'audace, d'affirmation et d'ambition.

Cette vision de la modernisation de l'agriculture est soutenue par la personnalité forte du ministre Jean Garon qui a longuement et fermement défendu les valeurs du milieu rural et la fierté de se hisser chef de file dans plusieurs domaines, y compris en termes de souveraineté alimentaire.

En général, les Québécois partageaient cette vision et ont conservé dans leur imaginaire collectif l'image que la campagne est saine et accueillante.

À partir des années 1980, plus intensément dans les décennies suivantes, le phénomène migratoire des ruraux vers les banlieues et les villes a commencé à ralentir. Le phénomène tend à s'inverser dans les zones périphériques des grandes villes. Ce sont souvent des résidents urbains qui choisissent de s'installer en milieu rural, appelons-les les rurbains ou néo-ruraux pour d'autres, avec le rêve de la tranquillité et de la fermette bucolique, tout en conservant une activité professionnelle urbaine dans bien des cas. La création de zones de mixité sociale se multiplie (soutenues par diverses règles de la Loi de protection du territoire agricole du Québec) et génère dès lors l'amorce de conflits de voisinage : bruit, odeurs, circulation de véhicules agricoles lourds en heure de pointe, pollution de l'air et des puits de surface par les intrants chimiques, l'épandage des pesticides sans tenir compte des heures ni des vents, détérioration du paysage par la coupe de boisés et le nivellement de sols et une gestion déficiente des déjections animales détériorent grandement l'image de l'agriculteur complice de son voisinage et de cette nature tranquille tellement recherchée.

On y découvre une campagne polluée alors qu'on se l'imaginait calme, saine et préférable pour vivre et élever des enfants en santé.

Durant mes travaux de recherche pour ma maîtrise en sociologie de l'environnement, portant sur les conflits de cohabitation sociale dans le secteur du domaine porcin (Proulx, Sauvé, 2007), il est clairement ressorti que les perceptions négatives existantes

sur l'agriculture moderne ont largement contribué à une croissance des tensions entre résidents d'un même rang et ont stoppé des projets d'expansion agricole.

En 2008, la Commission sur l'avenir de l'agriculture et l'agroalimentaire du Québec (CAAAQ) a soumis des recommandations pour améliorer les relations de voisinage entre rurbains et producteurs agricoles. Laissées sans suite, la représentation du milieu agricole a continué à se détériorer, au point qu'au tournant des années 2010, une vague croissance de citoyens s'est tournée vers l'agriculture biologique et de proximité (en croissance de 10 à 20% par année selon les secteurs).

« Au Québec, la décision d'achat de produits biologiques est influencée par leur effet sur la qualité de l'environnement, sur le soutien à l'économie locale et sur la santé et que par leur goût. » (Écoressources Consultants, 2012).

Plusieurs jeunes et d'autres moins jeunes ne croient plus les discours promotionnels vantant la qualité des aliments produits à partir des technologies et méthodes agricoles intensives qui s'apparentent à l'industrie manufacturière.

Avec l'arrivée des réseaux sociaux, nombreux sont les adeptes qui critiquent sans gêne les pratiques agricoles modernes, basées sur l'usage intensif d'équipements énergivores, d'intrants chimiques et de pesticides de toute sorte, de semences génétiquement modifiées, l'administration préventive de médicaments, les méthodes d'élevage et d'abattage des animaux et de maturation des récoltes à partir du glyphosate.

Plus, l'agriculture moderne pratiquée par nos producteurs agricoles a donné prétexte à une montée fulgurante du végétalisme dont les militants (âgés entre 18-34 ans, majoritairement) ne manquent pas une occasion de dévaloriser les productions laitières, les élevages de toute sorte, sans égard pour les efforts réels qui sont entrepris par ceux qui en vivent.

En conséquence, en moins de 40 ans, l'agriculture québécoise a perdu beaucoup de son lustre. Malgré les discours confectionnés par des firmes de communication spécialisée et le milieu agricole lui-même, tout observateur avisé continue à voir se dégrader l'image de notre agriculture actuelle et son influence auprès d'une frange croissante de la société.

Et pourtant en 2019, pendant que l'acceptabilité sociale de l'agriculture industrielle intensive/conventionnelle est en chute libre chez toutes les catégories d'âge de la société, de son côté le producteur agricole se voit promettre un nouvel eldorado grâce aux technologies numériques annonçant les avantages des agritechs (drones, robots, intelligence artificielle, etc).

L'agroécologie est peu valorisée (les influenceurs sont nombreux à maintenir le doute d'une baisse de productivité) et ses messages sur les low-techs sont souvent perçus comme une mode pour rurbains et écologistes nostalgiques d'un monde disparu et qui ne comprennent pas grand chose aux réalités agricoles.

Le fossé se creuse profondément entre les citoyens en quête de santé et de qualité agro-environnementale et le système agroalimentaire internationalisé qui, à coup de millions d'investissements, misent sur une information destinée à maintenir une industrie qui

leur est profitable, même si on sait que la nature donne des signes d'essoufflement, dans bien des domaines.

Une guerre de mots se joue de plus en plus en cercles fermés entre deux parties qui sont convaincues qu'elles remporteront la bataille du contrôle de l'information.

1.2. Comment le milieu agricole et institutionnel réagit-il à ce négativisme ?

Journaliste en agriculture et en environnement depuis le début des années 1990, j'ai été à même de constater cette détérioration de l'image de l'agriculture dans les communautés. J'avoue avoir moi-même été abasourdie par le fossé qui se creuse inexorablement d'année en année d'abord entre les rurbains et les producteurs et maintenant entre divers groupes de consommateurs et de producteurs.

Il a fallu un certain temps avant que le milieu agricole et institutionnel ne reconnaisse le bien-fondé de certaines critiques provenant des rurbains et de groupes socio-environnementaux qui ont stratégiquement focalisé sur les pesticides pour promouvoir leur force d'influence.

Hélas, leurs tentatives de récupération, à coup de campagnes de marketing racoleuses, sont loin d'être réussies.

Un seul exemple, la manière dont les Producteurs de lait du Canada a choisi de communiquer ses messages, pour contrer le scepticisme des milléniaux, forts critiques de l'agriculture industrielle intensive.

« Lorsque des pesticides ou des produits chimiques sont utilisés sur une ferme laitière, ils doivent être manipulés et entreposés adéquatement pour prévenir toute contamination croisée (avec la litière, les aliments pour animaux, l'eau et d'autres produits) ainsi que toute exposition accidentelle (pour les bovins et les gens).

Pour pouvoir utiliser ces produits dans les champs, la réglementation provinciale exige un permis. De plus, tous les pesticides doivent être homologués, leur utilisation doit être approuvée, et ils doivent respecter les normes canadiennes en ce qui a trait à la qualité, à l'efficacité et à la sécurité des produits. Lorsque des pesticides sont appliqués aux cultures, un délai prédéterminé doit être respecté avant la récolte pour veiller à ce qu'aucun résidu dangereux ne demeure sur les cultures. »

Leurs vidéos tiennent un discours teinté de multiples demi-vérités, tout en montrant des images d'une agriculture hyper technologique, robotisée, alimentant les animaux avec des aliments fermentés, à base de maïs et de soja génétiquement modifiés et leur donnant des noms qui, pour une personne qui connaît le métier, sait très bien que c'est loin de la réalité... (<https://www.grenier.qc.ca/nouvelles/17779/les-producteurs-laitiers-du-canada-sadressent-aux-milléniaux>)

Il ne faut pas prendre les gens pour des idiots. Lorsqu'ils traversent les campagnes le long des autoroutes, ils voient bien que les champs sont remplis de maïs et de soya. Les réseaux sociaux leur ont fourni l'envers de la médaille, démontrant que ces champs sont le résultat de semences OGM, largement entretenus par des pesticides et autres produits de synthèse chimique...

Dans les faits, tous le constatent, la production agricole a bien changé depuis que l'agriculture a généralisé son entrée dans le commerce mondial, avec le cycle de l'Uruguay en 1995, donnant naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). C'est cette décision internationale qui a ouvert grandes les portes de l'agriculture québécoise et canadienne aux multinationales agroalimentaires qui n'ont pas lésiné sur les promesses d'un retour financier. L'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), également signé en 1995, n'a fait que confirmer cette modification complète des pratiques agricoles et de la manière dont l'agriculture est enseignée, diffusée et publicisée auprès des producteurs agricoles.

Depuis ce temps, le Canada et le Québec continuent à perdre leur souveraineté alimentaire et politique en matière agricole. Et cette dépossession de notre pouvoir de décision devrait se poursuivre avec les récents accords de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et l'Accord économique et commercial global avec l'Europe (AÉCG).

Ceci sans nommer les nombreux autres traités de libre-échange en discussion (Mercosur).

Il n'est pas exagéré de dire que ces accords internationaux auxquels nos gouvernements adhèrent sont à la source de la poursuite de la représentation négative qui affecte l'agriculture québécoise, malgré toutes les tentatives de renverser cette perception sociale auprès des consommateurs.

1.3. Comment les entreprises et les institutions communiquent-elles avec les producteurs agricoles ?

Selon l'Organisation mondiale pour l'agriculture et l'alimentation, bien connue sous son acronyme anglais FAO, autour des années 2050, la planète comptera près de 9,5 milliards d'habitants, dont plus de 65% vivront en milieux urbains. La FAO estime qu'il faudrait alors augmenter de 70% la production agricole mondiale pour faire face à une demande alimentaire accrue.

Cette donnée est largement véhiculée, même si mes recherches comme chargée de cours en agriculture à l'Institut des sciences de l'environnement à l'UQAM, ne m'ont toujours pas permis de la rattacher à une source scientifique première rigoureuse.

Je continue donc à me poser la question : cette donnée est-elle juste ? Qui a intérêt à l'entretenir ? Et surtout, comment les géants de l'agrobusiness et de l'alimentation ont-ils récupéré ces informations en leur faveur ? Quelle image retourne-t-elle aux paysans, aux producteurs agricoles ?

Dans les faits, les milieux agricoles sont les premières victimes de désinformation. Le grand public également, par ricochet.

On assiste à une manipulation systémique de l'information et on avance ce que doit être l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire des populations du monde.

Vous observerez qu'on ne parle plus de souveraineté alimentaire, si chère à Jean Garon. Dorénavant, avec les traités de libre-échange, l'heure est à assurer la sécurité alimentaire. On élève au rang de la normalité le fait que tout produit agroalimentaire doit être disponible au plus bas prix possible, à toute heure du jour, en toute période de l'année, selon les goûts et les humeurs des consommateurs. La publicité s'est chargée depuis 20 ans de convaincre les consommateurs que c'est juste et raisonnable de payer le moins cher possible pour toutes ses impulsions alimentaires.

Jour après jour, on martèle aux paysans et producteurs agricoles que les connaissances développées par les sciences biochimique et agronomique sont les meilleures et les plus saines. Qu'elles leur assurent un rendement supérieur aux champs, qu'elles protègent leurs sols agraires, qu'elles garantissent des récoltes de qualité, qu'elles les enrichissent. Que cette rentabilité leur permettra de se hisser aux rangs des entreprises capables de vendre leurs surplus sur les marchés mondiaux.

Que la paysannerie est sans avenir, quelle repose sur une certaine forme d'ignorance. Que le militantisme de groupes internationaux comme Via Campesina s'apparente à une vision dépassée, qui garde les gens de la paysannerie dans une certaine pauvreté, une marginalité somme toute subie et non désirée. Que la paysannerie ne peut servir qu'une agriculture de proximité, elle aussi marginale.

Cela risque de vous paraître radical, mais je crains que le temps n'en vienne à amener plus de voix qui dénonceront haut et fort cette manipulation de l'information autour de l'agriculture et de l'alimentation. Parce que ce type de discours fabriqué par de puissants intérêts privés ne tient pas compte de la finalité des ressources de la planète.

Et pourtant, c'est la base de l'agriculture, les ressources de la planète.

Soyons réaliste. Les moyennes et grandes entreprises et la majorité des institutions canadiennes et québécoises ont entendu ces critiques. Avec des ressources financières très avantageuses, toutes ont intégré dans leurs discours les inquiétudes des groupes de consommateurs qui dénoncent ce type d'agriculture industrielle intensive.

Elles ont développé une série de messages déclarant leur souci de l'environnement et du développement durable. Elles affirment prendre au sérieux les enjeux des

changements climatiques, de la perte de la biodiversité, de la détérioration des sols, de la désertification, de la chute dramatique des ressources en eau, pour ne nommer que ceux-ci.

Dans les faits, elles sont toutes en train de récupérer la donne.

À titre d'exemple, je vous cite des extraits du *Guide des champs 2019 (2019 Field Guide)* de CortevaAgriscience :

« *Dans un monde où les besoins alimentaires évoluent, nous sommes un leader de l'industrie qui travaillera en étroite collaboration avec vous pour jouer un rôle crucial dans l'alimentation du monde.* »

Cette phrase est la toute première du *Guide des champs 2019 (2019 Field Guide)* produit par CortevaAgriscience, la division agricole de la multinationale DowDupont. Corteva Agriscience est une nouvelle appellation depuis juin 2019 qui inclut à DowDupont les multinationales semencières Pioneer, Brevant seeds, et le fournisseur de services Granular, acquises antérieurement par DowDupont.

Corteva qui se définit comme « *au cœur de toute nature* » déclare que son objectif est de rapprocher le producteur du consommateur. Le moyen qu'elle entend utiliser (*core business*) est l'intégration.

Le document *2019 Field Guide* est fort complet : le producteur y retrouve la liste des produits vedettes de l'année, dont certains sont offerts à prix réduit, disponibles selon une échelle de revenus et d'hectares en production par type de producteur.

Corteva présente également une liste fort détaillée de chaque produit utile pour préparer le sol à recevoir les semences, les fongicides, insecticides, herbicides adaptés à un usage avec le glyphosate 3.0 et ses semences génétiquement modifiées.

Le guide fournit le mode d'application pour chaque type de céréales et d'oléagineux offerts sur le marché.

Le discours de CortevaAgrisciences est positif, promettant un résultat infaillible.

Les bénéfices de plusieurs produits sont source de « *santé et haute-performance* » aux champs, source d'une « *gestion efficace du temps passé aux traitements* », devenant ainsi un geste environnemental louable, *réduisant les impacts les émissions de gaz à effet de serre significativement de 51% de même que les nitrates de 16%.* »

Le document est fortement agrémenté de photos de plantes indésirables et d'insectes nuisibles susceptibles de guider le producteur dans ses choix d'achats. Par souci de crédibilité, le *2019 Field Guide* de CortevaAgriscience cite des sources ministérielles agricoles du Manitoba, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique.

En aucun temps Corteva ne fournit de données sur l'adaptation de ses produits aux aléas climatiques en croissance dans diverses régions canadiennes, ni sur les risques de

leur manipulation pour la santé des travailleurs et des populations humaines, animales et la biodiversité en contact avec ses produits.

CortevaAgriscience n'est pas la seule à investir dans cette véritable bible annuelle destinée aux producteurs, aux agronomes et autres distributeurs de leurs produits. Les multinationales BASF, les semences Pride Seeds (détenues par AgReliant Genetics), en fait, toutes les multinationales agrochimiques ont toutes leur répertoire annuel de produits offerts aux producteurs et professionnels de la vente et de la distribution à grand renfort de promotion.

Chacune y va de ses grands événements, pour mieux séduire. Cette année, en février 2019, lors du Congrès annuel de CortevaAgriscience tenu Fort Lauderdale en Floride, où se réunissait vendeurs, distributeurs, journalistes et commerçants de semences et de pesticides du Canada et des États-Unis, Corteva s'est qualifiée de chef de file pour *une agriculture innovante et protectrice de l'humanité*.

Il va sans dire que les entreprises multinationales agrochimiques consacrent de très grands moyens financiers pour mettre en valeur leurs recherches et la marchandisation de ses produits. Elles utilisent un discours délibérément formaté pour répondre à toutes les attentes que pourraient exprimer le producteur agricole, le professionnel ou le législateur soucieux d'en faire plus pour l'environnement.

Dorénavant, la mascarade écologique (greenwashing) est raffinée. Mais elle rapporte beaucoup d'argent.

Il serait simpliste de pointer du doigt CortevaAgriscience.

Bayer/Monsanto, BASF, et les autres, même québécoises, toutes sont passées maitresse dans la manipulation des messages.

Après un tel constat, il n'est plus étonnant de lire que selon une étude la Fondation Heinrich Böll, en 2017, les trois nouveaux conglomérats agroalimentaires, DowDupont, ChemChina-Syngenta et Bayer/Monsanto, devraient contrôler plus de 60% du marché des semences et de l'agrochimie, fournir la quasi-totalité des semences OGM et détenir la majorité des brevets sur les plantes.

Il faut ajouter que ChemChina a annoncé une fusion avec SinoChem Group en décembre 2018, un autre groupe chinois actif en produits pétroliers, en agriculture et en production de produits chimiques. Les actifs de la fusion pourraient s'élever à 100 milliards US \$.

Hélas, la situation n'est pas prête de changer. C'est tout le système agroalimentaire qui est en phase de concentration et d'intégration.

Un second rapport européen publié en 2017 par *l'International Panel of Experts on Sustainable Food Systems (IPES-Food)* confirme qu'une intégration verticale et

horizontale se poursuit dans le domaine agroalimentaire. L'IPES-Food analyse que cette intégration des multinationales exerce une forte influence auprès des producteurs agricoles, des professionnels et des législateurs :

« Une série de méga-fusions entraîne une consolidation sans précédent dans les industries des semences, de l'agrochimie, des engrais, de la génétique animale et des machines agricoles, tout en créant des acteurs de plus en plus importants dans les secteurs de la transformation et de la vente au détail. Les nouvelles technologies de données sont en train de devenir un puissant moteur de consolidation. Une intégration verticale accélérée permet aux entreprises de regrouper sous un même toit les services de données par satellite, la fourniture d'intrants, les informations génomiques au niveau de la ferme, les machines agricoles et les informations sur les marchés, transformant ainsi l'agriculture. Les niveaux de concentration élevés et en augmentation rapide dans le secteur agroalimentaire renforcent le modèle industriel agroalimentaire, aggravant ses retombées sociales et environnementales et aggravant les déséquilibres de pouvoir existants.

La consolidation de l'industrie agroalimentaire a rendu les agriculteurs plus dépendants d'une poignée de fournisseurs et d'acheteurs, ce qui a encore réduit leurs revenus et réduit leur capacité de choisir ce qu'il faut cultiver, comment le cultiver et pour qui. Le champ de la recherche et de l'innovation s'est rétréci, les entreprises dominantes ayant racheté les innovateurs et transféré leurs ressources vers des modes d'investissement plus défensifs.

Le manège de rachats d'entreprises, de chiffre d'affaires dans les salles de conférence et de changement de nom de produit érode les engagements en matière de durabilité, dissipe la responsabilité et ouvre la porte aux abus et à la fraude.

La ruée vers le contrôle de la génomique des plantes, la recherche chimique, les machines agricoles et l'information des consommateurs via Big Data est en train de conduire des méga-fusions - et va exacerber les déséquilibres de pouvoir, les dépendances et les barrières à l'entrée dans le secteur agroalimentaire.»

1.4. Notre réalité québécoise

Reconnaissons-le, ici même au Québec et au Canada, la profession de foi envers une agriculture industrielle intensive vient d'en haut.

Le communiqué de presse du 19 juillet 2019, diffusé à la suite de la rencontre des ministres fédérale, provinciaux et territoriaux de l'agriculture du Canada déclarait : *« Les ministres ont réitéré leur engagement d'aider le secteur agricole et agroalimentaire canadien à saisir de nouveaux débouchés et à relever des défis importants afin d'assurer la prospérité des entreprises et à stimuler la croissance économique. Compte tenu de l'importance cruciale des exportations pour les agriculteurs et les transformateurs canadiens, les ministres soutiennent à l'unanimité les échanges commerciaux*

internationaux fondés sur des règles de commerce et sur la science. Ils ont convenu de poursuivre les efforts afin de tirer parti des nouveaux accords commerciaux conclus avec des marchés clés. »

Je vais m'attarder à notre territoire, le Québec, fier de ses forces agricoles qui sont des bijoux économiques canadiens, et qui tentent de le devenir au niveau nord-américain, voire à l'international.

En effet, les coopératives agricoles Coop Fédérée et Agropur, pour ne nommer que celles-ci, sont de fortes sources de revenus autant pour les producteurs actionnaires et coopératifs, que pour les gouvernements du Québec et du Canada. De même, de grandes familles québécoises sont détentrices de terres, de marchés agricoles intégrés et réussissent dans diverses filières d'exportation.

Si on s'attarde spécifiquement à la filière québécoise des pesticides, elle se déploie sur trois niveaux : les transnationales manufacturières de pesticides, les grossistes et les détaillants.

Comme expliqué antérieurement, les transnationales sont responsables de la recherche et de l'enregistrement des produits, sous forme de droits de propriété intellectuelle sur les technologies qu'elles ont développées dans leurs laboratoires.

Les grossistes se concentrent sur l'approvisionnement de leurs réseaux de détail (Coop Fédérée, William Houde, filiale de la multinationale française Groupe Roullier) et meuneries privées, majoritairement regroupées sous l'AQINAC (Association des industries de nutrition animale et céréalières).

Les détaillants, souvent associés à des meuneries, desservent directement les producteurs agricoles.

Au Québec, le principal fournisseur de semences et de produits de protection phytosanitaire est la Coop Fédérée. Grâce à son réseau de filiales, la Coop Fédérée est bien installée dans toutes les régions du Québec et entreprend depuis quelques années une expansion pancanadienne.

La Coop Fédérée fait des affaires sous une vingtaine de différents portefeuilles de marque, dans les domaines du contrôle de la commercialisation des grains que des produits de protection phytosanitaires, des produits pétroliers, ceci sans oublier les élevages et les abattages connus sous la marque Olymel.

Pendant que les multinationales se concentrent sur la recherche fondamentale et la production de ses dérivés, nos entreprises privées et coopératives nationales comme la Coop Fédérée, sont actives dans la recherche spécifique à leurs besoins (en la produisant elle-même ou par le soutien à des organismes de recherche comme le CEROM ou à des chaires universitaires (par exemple, l'Université de Guelph, ON et le College of Agriculture et Bioresources, Université de la Saskatchewan). En y ajoutant les filières de la production et de la distribution, la Coop Fédérée et ces grandes entreprises

familiales pratiquent elles aussi intégration verticale, certes à échelle réduite, mais selon un modèle identique aux multinationales.

L'analyse logique de la filière des pesticides au Québec est très semblable à celle de la filière des semences, puisque dorénavant les semences de maïs et de soya sont vendues avec leurs produits de phyto-protection sanitaires complémentaires.

La situation n'est pas nouvelle. Dans son mémoire de maîtrise de 2002, l'étudiante Annie Thibault estimait à 400 le nombre de pesticides sur le marché québécois et canadien, dont 80% étaient des herbicides (p.79).

Déjà à cette époque, il y a près de 20 ans, à peu près aucune compagnie canadienne ne manufacturait des pesticides, laissant la place aux multinationales. Les entreprises québécoises se limitaient à des activités commerciales de grossistes et de détaillants. Encore aujourd'hui en 2019, elles sont en quelque sorte considérées comme l'arrière-cour des filiales américaines de ces multinationales.

Dans un tel contexte mondial, La Coop Fédérée, même en étant très concentrée au Québec et de plus en plus au Canada (et les autres entreprises canadiennes) ne sont pas de taille. Elles sont à la merci des géants mondiaux qui, des États-Unis, dictent les produits qui seront disponibles sur le marché canadien.

Cela explique bien des dérapages, comme celui du manque d'approvisionnement de produits semenciers de remplacement exigés par législation québécoise au printemps 2019 (pour éliminer 5 produits néonicotinoïdes), mais non disponibles en quantité suffisante pour répondre aux besoins des producteurs agricoles.

1.5. Pourquoi parler de désinformation ?

Il m'est apparu essentiel de démontrer la mainmise des grandes corporations et de leur puissance autant économique que politique sur le développement et la diffusion des connaissances agricoles. Cette concentration verticale et horizontale des manufacturiers et fournisseurs de l'agriculture conduit à la création d'une représentation de l'agriculture moderne et d'un discours fabriqué, largement diffusé à travers une multitude de plateformes numériques et médiatiques. Cette capacité de diffusion agit comme un véritable rouleau compresseur qui fournit une information intéressée, voire biaisée, quand elle n'est pas complètement manipulée, auprès des producteurs agricoles et des professionnels qui les conseillent.

C'est une bataille comparable à celle de David contre Goliath.

Car les informations fournies par les outils de communications des gouvernements du Québec et du Canada sont nettement moins performantes.

Certes, en terme d'informations destinées aux agriculteurs, le MAPAQ finance des outils intéressants et bien documentés par des professionnels impliqués. Le problème, c'est que ces outils sont développés avec un financement famélique, si on le compare à celui des multinationales.

De plus les diverses Politiques bio-alimentaires, tant québécoise que canadienne, les Plans concertés sur l'agroenvironnement, les programmes de soutien à la multifonctionnalité, au développement de l'agriculture de proximité et autres sont dramatiquement sous-financés. Et elles s'inscrivent dans un système qui ne relie pas véritablement les enjeux de l'agriculture aux enjeux socio-environnementaux cruciaux, dont celui des changements climatiques et de la santé publique. Ou si peu.

On nous martèle que le Québec est le champion nord-américain de multiples règlementations agro-environnementales, qu'elles sont un gage de qualité. Mais sont-elles vraiment appliquées, vérifiées, leur application inspectée ? Les producteurs agricoles sont les premiers à déplorer que les exigences environnementales ne servent qu'à produire de la paperasse. Pas étonnant qu'ils soient si mécontents contre les environmentalistes qui eux en veulent toujours plus.

Mais je reconnais et je salue les maigres efforts déployés par le MAPAQ pour informer les producteurs agricoles et les professionnels qui gravitent autour.

En effet, le Réseau d'avertissement phytosanitaire, ainsi que les clubs conseils agro-environnementaux émettent des suggestions sur l'application des pesticides. Certains clubs réalisent des projets pilotes fort pertinents pour diminuer les usages de pesticides et leur dérive dans l'environnement.

Le CRAAQ produit également les bulletins Agri-Réseau et sAgE Pesticides, des outils web collaboratifs qui vulgarisent les recherches et expériences menées pour diminuer l'usage des pesticides, et l'implantation de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et de la santé humaine.

Chaque secteur spécialisé tient également des journées thématiques annuelles, financées conjointement par le MAPAQ et la Fédération concernée.

Par contre pour recevoir ces avis, le producteur agricole doit être membre d'un club-conseil agroenvironnemental ou de lutte intégrée. Cette adhésion annuelle est payante et n'est pas obligatoire.

De même pour les avertissements phytosanitaires, les producteurs agricoles sont libres d'y adhérer ou pas.

Et ils doivent s'abonner aux publications d'Agri-Réseau et sAgE Pesticides pour les obtenir. Et ils ne sont pas obligés de suivre les activités de formation offertes par leur fédération spécialisée.

C'est là où le bât blesse. Libre à chacun de chercher à en savoir plus sur les pratiques agro et socio-environnementales.

Et on ne peut pas demander aux agriculteurs d'être plus catholique que le pape, lorsqu'ils cherchent de l'information. Il est difficile de développer un sens critique avisé et de comparer les discours quand on travaille 60 à 80 heures par semaine et que les informations dominantes proviennent de ces géants agroalimentaires qui ont des tentacules dans toutes les sphères institutionnelles, médiatiques et sur toutes les plateformes des réseaux sociaux.

Bien souvent, les applications web qui sont téléchargées sur les cellulaires et ordinateurs des producteurs sont financées par ces multinationales. Bien souvent, les journaux, radio et productions vidéo spécialisés en agriculture sont soutenus majoritairement par les publicités de ces multinationales et grandes entreprises agroalimentaires.

Que véhiculent leurs discours sur l'agriculture moderne ?

On présente comme « normal et faisant partie de l'agriculture moderne » que toute la chaîne alimentaire soit contrôlée. Je parle ici de l'accaparement des terres par les plus riches familles de producteurs et/ou investisseurs financiers, que leurs prix soient en croissance constante, mettant en péril une relève diversifiée. On juge normal que la qualité des sols, l'accaparement de l'eau, que la conservation et de la production des semences visent la productivité économique, dévalorisant de surcroît les semences artisanales et minimisant leurs impacts sur la biodiversité.

On présente comme normal et moderne que la mécanisation électronique complexe des équipements aratoires soit devenue la nouvelle innovation à rechercher. On juge normal de déraciner des ouvriers agricoles de leurs pays d'origine pour s'occuper de nos champs, que les méthodes de collecte et de mises en marché des produits frais et transformés soient établis à partir de critères définis par les grossistes et les distributeurs pour en faciliter le transport et la conservation.

On se retrouve encore à juger normal de surproduire des produits agricoles et des élevages qui deviennent du gaspillage alimentaire dans 35 à 40% des cas, faute de leur avoir trouvé des débouchés locaux, nationales, voire internationales. Car quoi qu'en disent bien des discours qui voudraient mettre la faute uniquement sur les consommateurs, le gaspillage est produit tout au long de cette chaîne alimentaire contrôlée.

Enfin, on martèle aux producteurs agricoles que c'est la seule manière pour eux de faire des profits et de maintenir leur ferme en vie. Même au détriment d'un endettement qui frôle l'intolérable, si angoissant qu'il en devient source de suicide pour les plus vulnérables.

On se garde bien de leur dire qu'en même temps, ces mêmes discours appauvrissent leurs capacités d'autonomie, leur image dans leurs communautés et qu'à long terme ils risquent d'affronter des problèmes environnementaux extrêmement difficiles à régler.

Le problème c'est que tout le monde veut y croire à ces discours. Parce que tout le monde y trouve son intérêt financier.

Les gouvernements du Québec et du Canada les premiers qui, depuis un siècle, ont développé une partie importante de l'économie nationale et des emplois avec divers programmes de soutien financier à la production et à la transformation agricole industrielle intensive, définis selon des critères exclusivement économiques qui ne tiennent toujours pas compte des coûts sanitaires et des pertes environnementales.

Les institutions financières qui prêtent des millions de dollars par année en sachant très bien que toute mauvaise décision d'un producteur ne les pénalisera pas, puisqu'elles deviendront propriétaire d'actifs d'une valeur marchande en croissance, en cas d'incapacité de l'entreprise à se libérer de ses dettes.

Les compagnies d'assurance qui offrent de multiples couvertures de protection, y compris contre les risques environnementaux.

Plusieurs institutions d'enseignement secondaire, collégiales et universitaires, spécialisés en technologie et sciences agroalimentaires, qui sont le maillon essentiel de la diffusion de ces découvertes technologiques réalisées par les laboratoires mondiaux et nos rares laboratoires nationaux. Le milieu de l'éducation agricole tend à se fier aux institutions gouvernementales pour les considérer valables, dans un esprit que ces découvertes ne peuvent qu'être plus performantes que la recherche empirique menée par des organisations alternatives plus critiques et souvent sous-financées.

Les entreprises de divers secteurs agricoles, tant les équipementiers que les fournisseurs de toute sorte, les vétérinaires, les agronomes, etc, qui y trouvent une source de revenus profitables.

Les médias agricoles qui assurent leurs revenus annuels par le placement publicitaire et promotionnel de ces entreprises multinationales et nationales qui font des affaires en agriculture.

Plusieurs médias écrits et électroniques agricoles, sans égard au Guide de déontologie journalistique du Conseil de presse du Québec et de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, acceptent que leurs journalistes participent comme paneliste et animateur à des congrès de ces grandes entreprises et multinationales, pour ensuite en faire un compte-rendu détaillé auprès de leurs lecteurs et auditeurs, en minimisant les risques de conflits d'intérêt.

Les grossistes et les distributeurs alimentaires qui peuvent offrir à prix concurrentiels une variété infinie de produits alimentaires en misant sur la compétition du libre-marché.

L'Union des producteurs agricoles qui récoltent des millions de dollars en prélevés annuels sur la surproductivité des fermes.

2. Recommandations

Vouloir changer ce système demandera de la vision à long terme et du courage politique, de la pédagogie et de la persévérance.

Tous semblent avoir oublié que l'alimentation est notre carburant de base pour être une personne énergique, de belle humeur et en santé globale, tant physiquement que psychologiquement.

En fait, c'est une révolution totale de notre relation avec la nature qui doit s'opérer, pas juste de mettre les pesticides au pilori. L'agriculture devrait être considérée comme la base du bien-être collectif global au lieu d'être perçue prioritairement comme une source économique, d'occupation du territoire et d'outils d'échanges commerciaux internationaux.

Je reconnais bien humblement que ces pages précédentes sont un instantané de la réalité agricole québécoise et pourraient être discutées et bonifiées. Toutefois, j'estime que ce mémoire possède suffisamment d'informations pour inspirer les membres de la Commission qui ont la lourde responsabilité de proposer des changements significatifs.

Les producteurs agricoles du Québec ont droit à une information juste et impartiale, susceptible de les aider à faire des choix autonomes et éclairés, tout en gagnant leur vie décentement, comme toute autre profession.

Ils ont droit à la santé et de retrouver leur complicité avec la nature et les consommateurs. Ils ont le droit à une cohabitation harmonieuse avec leur voisinage qui réclame une vie rurale saine et respectueuse de l'environnement pour tous.

Ils ont droit d'être préparé à affronter notre nature déboussolée qui, à travers les changements climatiques déjà actifs, la chute confirmée de la biodiversité, l'épuisement de ressources d'eau et la détérioration des sols, leur donnera du fil à retordre pour conserver leur entreprise et entreprendre les transformations essentielles à leurs pratiques agricoles.

Pour cela, et à la lumière des observations de ma vie de journaliste, chercheuse et chargée de cours en agriculture et environnement, je vous fais les recommandations suivantes :

Que le ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec (MAPAQ) devienne un ministère sénior, détenant des budgets substantiellement rehaussés pour lui permettre de reprendre le leadership de manière indépendante en matière de recherches et d'innovations agroalimentaires. Qu'il embauche une nouvelle génération de professionnels dédiés à travailler de manière

transversale et multidisciplinaire aux enjeux de la prévention et de la priorisation de la santé humaine par une agriculture saine, la conservation et de la reconstruction de la biodiversité, la préservation et reconstruction des milieux naturels (sols, forêts, eau, notamment) face aux changements climatiques en cours, au respect des animaux, de la faune et de la flore. Ces professionnels existent. L'UQAM et les autres universités forment plusieurs cohortes en ce sens.

Qu'une fois son parti-pris en faveur de la nature clairement déclaré, le MAPAQ prépare un plan de transition vers un système québécois d'agriculture écologique sur une période de 10 ans et que le ministre soit un leader admirable pour en obtenir les investissements requis de la part de l'Assemblée nationale.

Que le MAPAQ forme une alliance avec le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de l'Environnement, pour créer une division multipartite axée spécifiquement sur cette transition écologique de l'agriculture. Qu'ensemble ces ministères documentent les coûts et avantages socio-sanitaires et socio-environnementaux de la décroissance de l'usage des pesticides et autres intrants chimiques sur les humains et la nature. La Politique alimentaire du Québec 2018-2025 avait cet avantage de réunir plusieurs ministères dans divers chantiers. Cette vision mérite d'être poursuivie, renforcée et sérieusement financée.

Que le MAPAQ augmente substantiellement tous les moyens de diffusion médiatiques et numériques de cette transition, de ses recherches et découvertes, en rehaussant le financement de ces outils et l'embauche de personnel compétent qui agiront comme influenceurs auprès des producteurs et professionnels agricoles.

Que le MAPAQ rende obligatoire l'adhésion à un club agro-environnemental régional spécialisé pour chaque producteur agricole du Québec. Que cette obligation soit non négociable, ni transférable ni compensable et qu'elle soit rattachée au remboursement d'une partie des taxes foncières agricoles.

Que le MAPAQ et le ministère de la Culture et des Communications encouragent la multiplication des médias agricoles écrits indépendants, de même que les émissions de radio et télévision, les balladodiffusions et les documentaires portant sur les enjeux de l'agriculture et de l'alimentation écologique, afin de renouveler la confiance des consommateurs envers leurs producteurs agricoles.

Que le MAPAQ travaille de concert avec les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la Famille pour multiplier diverses démarches pédagogiques éducatives, scolaires et para-scolaires formelles et non-formelles susceptibles de favoriser dès le jeune âge une compréhension des bienfaits d'une alimentation saine et d'une agriculture respectueuse de l'environnement et de la santé humaine et animale. Des propositions soumises par la Coalition Éducation Environnement Écocityenneté sont d'excellentes pistes de réflexion.

3. Bibliographie

Sources d'inspiration de ce mémoire :

Coalition Éducation, Environnement, Écocitoyenneté, 2018, « Pour une Stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté »,

<https://www.coalition-education-environnement-ecocitoyennete.org/la-strategie>

Ecoressources Consultants, 2012, « Analyse du marché des produits biologiques en fonction du développement du secteur biologique du Québec.

<https://www.agrireseau.net/documents/83220/analyse-du-marche-des-produits-biologiques-en-fonction-du-developpement-du-secteur-biologique-au-quebec?sort=2>

International Panel of Experts on Sustainable Food Systems : Too Big to Feed

http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/Concentration_ExecSummary.pdf

Mémoire de maîtrise de l'étudiante Annie Thibault :

« *La Coop Fédérée du Québec; l'influence de l'environnement concurrentiel sur la cohérence coopérative* », École de gestion, HEC, Université de Montréal, novembre 2002.

Mémoire de l'Institut national de santé publique du Québec 2010, « *Relation entre l'agriculture et la qualité de vie des communautés rurales et périurbaines.* »

Proulx, Sauvé et al., 2007, « Porcherries ! La porciculture intempestive au Québec, Éditions Écosociété, 2007. 355 pages.

2019 Fiels Guide, Corteva Agriscience :

<https://www.corteva.ca/content/dam/dpagco/corteva/na/ca/en/general-resources/files/DF-Corteva-Field-Guide-West-2019.pdf>